



Monsieur Mars Di Bartolomeo  
Président de la Chambre des Députés  
Luxembourg

Luxembourg, le 17 juillet 2015

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 de notre Règlement interne, je souhaite poser la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale.

Ces derniers jours, les pensionnaires de certains centres intégrés pour personnes âgées (CIPA) ont été informés d'une augmentation des prix de pension, du service en chambre, du forfait « aide aux actes essentiels de la vie », de la gestion ainsi que de la distribution des médicaments. Selon les explications avancées, cette hausse de 7% à partir du 1<sup>er</sup> août 2015 serait due à la mesure dite « 257 » du paquet de mesures de consolidation budgétaire qui prévoit une application plus restrictive des critères d'octroi des prestations par la Cellule d'évaluation et d'orientation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cette hausse des prix dans certains CIPA ?
- Quelle est la position de Monsieur le Ministre au sujet de l'explication avancée, sachant que la mesure dite « 257 » prévoit en effet un gel de la valeur monétaire des prestataires ainsi qu'une application plus restrictive des critères d'octroi des prestations dans le cadre de l'assurance dépendance - alors que notamment le prix de pension augmentera pour tous les pensionnaires, qu'ils soient bénéficiaires des prestations de l'assurance dépendance ou non ?
- Monsieur le Ministre pense-t-il qu'une hausse des prix de 7% est justifiée au vu de l'augmentation des coûts - notamment salariaux - à porter par les prestataires ?
- Comment Monsieur le Ministre compte-t-il réagir à cette augmentation de prix dans les CIPA ?
- Monsieur le Ministre compte-t-il chercher une solution pour soutenir d'une façon ou d'une autre les personnes âgées dont le budget sera dépassé suite à cette hausse de prix et qui n'auront plus les moyens d'habiter en CIPA ?

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Roger Negri  
Député



**Référence :** 804xca5ed

**Réponse du Ministre de la Sécurité sociale aux questions parlementaires  
n°1301 de Monsieur le député Marc Spautz datée du 16 juillet 2015  
et n°1302 de Monsieur le député Roger Negri datée du 17 juillet 2015**

---

Au cours des semaines passées, certains représentants de gestionnaires d'établissements d'aides et de soins ont annoncé publiquement d'envisager une hausse des prix de pension argumentant que cette dernière s'avère inévitable compte tenu des décisions prises par le Gouvernement dans le cadre du pacte d'avenir et concernant le maintien du gel des valeurs monétaires et une application plus restrictive par la Cellule d'évaluation et d'orientation des standards d'octroi des prestations à partir de 2015.

La polémique suscitée par ces interventions dans la presse nationale et auprès des ayants-droit est déplorable et crée un certain nombre d'incertitudes et un malaise.

Un premier état des lieux, basé sur les chiffres présentés par la Caisse nationale de santé et une analyse de la Cellule d'évaluation et d'orientation, a montré que la réorientation au niveau des standards d'octroi et de détermination des prestations n'a pas abouti à des coupures substantielles au niveau des prestations.

Une réunion d'information organisée en juin 2015 avec toutes les parties prenantes au sujet des critères d'octroi témoigne de la concertation avec l'organisme représentatif des prestataires, la COPAS, et les syndicats OGB-L et LCGB.

Lors d'une réunion commune qui a eu lieu en date du 21 juillet 2015 j'ai convenu avec la COPAS et les deux syndicats de procéder ensemble à une analyse détaillée de la problématique en vue de trouver, le cas échéant, des solutions à des problèmes à identifier, tout en prenant en considération les spécificités des différents prestataires.

Les travaux d'analyse se baseront sur les chiffres disponibles auprès de la Caisse nationale de santé qui sont régulièrement mis à jour. L'échange avec toutes les parties prenantes sera intensifié au cours des mois à venir moyennant l'instauration d'un comité de suivi qui se réunira régulièrement en vue d'analyser l'évolution de la situation.

La stabilisation du secteur, des prestations de qualité et le maintien de l'emploi sont les objectifs primordiaux de la démarche. La détermination d'une trajectoire visant la soutenabilité financière est un autre objectif visé.



Je reconnais pleinement la nécessité d'une sécurité de planification au niveau des gestionnaires.

Il faut également reconnaître que l'application plus efficiente des standards de détermination des prestations par la Cellule d'évaluation et d'orientation cadre avec les indications et concepts relevés au niveau du programme gouvernemental concernant la réforme projetée de l'assurance dépendance, à savoir la mise en œuvre d'une réforme structurelle permettant la maîtrise globale de l'évolution des dépenses et des prestations, la viabilité à long terme de l'assurance dépendance avec comme objectif la prestation de soins de qualité utiles et nécessaires.

Par rapport à la question n° 2 de Monsieur le député Spautz, je rappelle que le prix de pension se compose d'une part du montant couvert par le forfait de l'assurance dépendance relatif aux soins procurés et d'autre part du montant relatif à la partie hôtellerie qui est à charge du pensionnaire. Si une augmentation de 7% sur les prix globaux a eu lieu, cela veut dire qu'un montant plus élevé reste à charge du pensionnaire. Or, si cette part ne peut plus être financée par les moyens financiers propres de l'affilié, alors elle est prise en charge par le Fonds national de solidarité, de sorte qu'a priori les coûts supplémentaires, s'ils s'avèrent justifiés, sont pris en charge par l'Etat dans les cas où le pensionnaire n'est pas capable d'y subvenir lui-même.

Pour ce qui est de la question n°2 de Monsieur le député Negri, je ne voudrais pas anticiper les résultats des analyses mises en œuvre par le comité de suivi. Je tiens néanmoins à souligner que le Gouvernement s'est engagé à assurer la transposition de l'accord salarial de la Fonction publique au secteur des aides et soins avec une adaptation des valeurs monétaires en 2016 de 0,9 et 2,2% afin de permettre aux prestataires d'assurer cette transposition..